

42

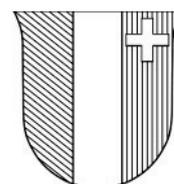
2017

**PUBLICATIONS**  
www.guichetunique.ch

2000 Neuchâtel  
vendredi 20 octobre 2017  
182<sup>e</sup> année – N°42

# Feuille officielle

## de la République et Canton de Neuchâtel



Communiqué de presse .....	2
Publications administratives .....	2
Publications judiciaires .....	50
Publications communales .....	57
Publications des entités paraétatiques .....	61
Avis divers .....	62
Demandes de permis de construire .....	62

**ABONNEMENT (TVA comprise)**  
Un an Fr. 50.-  
Achat au numéro Fr. 3.-  
TVA N° CHE-296.396.579

**ÉDITEUR**  
Chancellerie d'État  
Tél : 032 889 40 03  
Feuille.Officielle@ne.ch

**[www.ne.ch](http://www.ne.ch)**

## **Arrêté publiant divers actes législatifs**

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel,  
vu les articles 119 à 120 de la loi sur les droits politiques (LDP), du 17 octobre 1984 ;  
sur la proposition de son président,

*arrête :*

**Article premier** Les actes législatifs suivants sont publiés dans la Feuille officielle :

1. Décret portant octroi d'un engagement de 3 millions de francs en vue de la constitution et de la certification d'une communauté de référence cantonale au sens de la Loi fédérale sur le dossier électronique du patient (LDEP), du 26 septembre 2017.
2. Loi portant modification de la loi sur l'organisation scolaire (LOS), du 26 septembre 2017.
3. Loi sur la mobilité douce (LMD), du 26 septembre 2017.
4. Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 5 millions de francs pour la réalisation d'itinéraires cyclables, du 26 septembre 2017.
5. Loi portant sur la base de données des établissements, entreprises et entités du canton de Neuchâtel (LBDEE), du 27 septembre 2017.

**Art. 2** <sup>1</sup>Le présent arrêté sera inséré dans le numéro 42 de la Feuille officielle, du 20 octobre 2017. Le délai référendaire sera échu le 18 janvier 2018.

<sup>2</sup>Toute demande de référendum doit faire l'objet d'une annonce préalable auprès de la chancellerie d'État au plus tard le 9 novembre 2017.

Neuchâtel, le 18 octobre 2017

Au nom du Conseil d'État :

*Le président,*  
L. FAVRE

*La chancelière,*  
S. DESPLAND

*Teneur des décrets et des lois :*

**Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 3 millions de francs en vue de la constitution et de la certification d'une communauté de référence cantonale au sens de la Loi fédérale sur le dossier électronique du patient (LDEP)**

*Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,*

vu l'article 57 de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst.NE), du 24 septembre 2000 ;

vu la Loi fédérale sur le dossier électronique du patient (LDEP), du 19 juin 2015 ;

vu la loi sur les finances de l'État et des communes (LFinEC), du 24 juin 2014 ;

sur la proposition du Conseil d'État, du 29 mai 2017,

*décrète :*

**Article premier** Un crédit d'engagement de 3 millions de francs est accordé au Conseil d'État en vue de la constitution et de la certification d'une communauté de référence neuchâteloise pour permettre la mise en place du dossier électronique du patient pendant une phase de démarrage.

**Art. 2** Le Conseil d'État est autorisé à se procurer, éventuellement par la voie de l'emprunt, les moyens nécessaires à l'exécution du présent décret.

**Art. 3** Les dépenses seront portées au compte des investissements et amorties conformément aux dispositions du règlement général d'exécution de la loi sur les finances de l'État et des communes (RLFinEC), du 20 août 2014.

**Art. 4** <sup>1</sup>Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

<sup>2</sup>Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 26 septembre 2017

Au nom du Grand Conseil :

*Le président,      La secrétaire générale,*

J.-P. WETTSTEIN   J. PUG

---

## **Loi portant modification de la loi sur l'organisation scolaire (LOS)**

*Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,*

sur la proposition du Conseil d'État, du 25 avril 2017,

*décrète :*

**Article premier** La loi sur l'organisation scolaire (LOS), du 28 mars 1984, est modifiée comme suit :

*Art. 17*

Abrogé

**Art. 2** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

**Art. 3** <sup>1</sup>Le Conseil d'État fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup>Il pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 26 septembre 2017

Au nom du Grand Conseil :

*Le président, La secrétaire générale,*

J.-P. WETTSTEIN J. PUG

---

## **Loi sur la mobilité douce (LMD)**

*Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,*

vu la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT), du 22 juin 1979 ;

vu la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst.NE), du 24 septembre 2000 ;

vu le plan directeur cantonal, du 22 juin 2011 ;

vu la loi cantonale sur l'aménagement du territoire (LCAT), du 2 octobre 1991 ;

vu la loi d'introduction de la Loi fédérale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (LI-LCPR), du 25 janvier 1989 ;

sur la proposition du Conseil d'État, du 8 mars 2017,

*décrète :*

### **CHAPITRE PREMIER**

#### **Dispositions générales**

**But** **Article premier** La présente loi a pour but de promouvoir et de développer la mobilité douce ainsi que d'assurer la concrétisation d'une stratégie cantonale de mobilité douce sur l'ensemble du canton visant notamment à augmenter significativement la part modale des déplacements cyclables pour atteindre voire dépasser la moyenne nationale.

**Mobilité douce** **Art. 2** <sup>1</sup>Le canton et les communes veillent à favoriser la mobilité douce par des aménagements adéquats.

<sup>2</sup>Par mobilité douce, il faut entendre les déplacements effectués à pied (mobilité piétonne) ou en deux-roues non motorisés ainsi qu'en deux-roues avec assistance électrique (mobilité cyclable).

**Champ d'application** **Art. 3** <sup>1</sup>La présente loi s'applique aux procédures de planification et à la répartition des compétences entre le canton et les communes s'agissant de la mobilité cyclable à l'exception des itinéraires pour vélos tout-terrain.

<sup>2</sup>Pour la mobilité piétonne, la législation cantonale en matière de chemins pour piétons et de randonnée pédestre est applicable.

Autorités d'application  
a) Conseil d'État  
et organes cantonaux

**Art. 4** <sup>1</sup>Le Conseil d'État veille à doter le canton de Neuchâtel d'une véritable politique publique de la mobilité douce.

<sup>2</sup>Il désigne :

a) le département chargé de l'application de la présente loi (ci-après : le département) ;

b) les services chargés de s'occuper des questions relatives à la mobilité douce ;

c) les organisations privées spécialisées en matière de mobilité douce ou valorisation urbaine auxquelles il peut confier certaines tâches.

<sup>3</sup>Il arrête les dispositions d'application.

b) Communes **Art. 5** <sup>1</sup>Les communes participent à l'application de la présente loi.

<sup>2</sup>Elles adoptent les plans prévus par la présente loi.

Consultation **Art. 6** Les organisations désignées par le Conseil d'État selon l'article 4, alinéa 2, lettre c, de la présente loi sont consultées lors de l'élaboration des plans directeurs de mobilité cyclable.

Coordination **Art. 7** Le canton et les communes ainsi que les communes entre elles coordonnent leur plan directeur de mobilité cyclable en tenant compte de leurs activités et planifications qui ont des effets sur le territoire.

## CHAPITRE 2

### Plans

#### *Section 1 : Plans directeurs*

Plans directeurs **Art. 8** <sup>1</sup>Le canton établit le plan directeur cantonal de mobilité cyclable.

<sup>2</sup>Les communes peuvent établir un plan directeur communal de mobilité cyclable.

<sup>3</sup>Le Conseil d'État peut désigner les communes qui doivent établir un plan directeur communal de mobilité cyclable. Il indique également si celui-ci doit être établi au niveau régional.

Plan directeur cantonal de mobilité cyclable **Art. 9** <sup>1</sup>Le plan directeur cantonal de mobilité cyclable fixe les principes de planification de la mobilité cyclable. En outre, il est coordonné avec le plan directeur cantonal des chemins pour piétons et des chemins de randonnée pédestre au sens de la législation cantonale en matière de chemins pour piétons et de randonnée pédestre.

<sup>2</sup>Il désigne hors localité et en localité :

a) le réseau cyclable d'importance cantonale comprenant les itinéraires utilitaires et de cyclotourisme ;

b) les aménagements cyclables à réaliser (bande cyclable, séparation physique du trafic soit piste cyclable ou site propre) ;

- c) les points et pôles d'intermodalité devant être accessibles par la mobilité cyclable ;
- d) les aménagements liés au stationnement deux-roues aux abords des points et pôles d'intermodalité et ceux liés à leur accessibilité.

<sup>3</sup>Le plan directeur cantonal de mobilité cyclable comprend également des principes de conception et d'aménagement des itinéraires cyclables.

<sup>4</sup>Le Conseil d'État adopte le plan directeur cantonal de mobilité cyclable qui fait partie intégrante du plan directeur cantonal prévu par la loi cantonale sur l'aménagement du territoire.

Plan directeur  
communal de  
mobilité cyclable

**Art. 10** <sup>1</sup>Les plans directeurs communaux de mobilité cyclable peuvent compléter le plan directeur cantonal de mobilité cyclable. Ils sont coordonnés avec les plans directeurs communaux des chemins pour piétons et des chemins de randonnée pédestre au sens de la législation cantonale en matière de chemins pour piétons et de randonnée pédestre.

<sup>2</sup>Ils désignent le réseau cyclable d'importance régionale ou communale comprenant les itinéraires utilitaires et de cyclotourisme, en tenant compte des bâtiments et lieux d'importance régionale ou communale devant être accessibles par la mobilité cyclable.

<sup>3</sup>Ils sont soumis à l'approbation du département avant d'être adoptés par le Conseil communal.

<sup>4</sup>Ils peuvent être établis au niveau régional en application de la législation cantonale sur l'aménagement du territoire.

### *Section 2 : Plans d'alignement*

Plans d'alignement

**Art. 11** <sup>1</sup>Les aménagements cyclables des itinéraires utilitaires et de cyclotourisme, prévus par les plans directeurs cantonal ou communaux, font l'objet de :

- a) plans d'alignement cantonaux sur et le long des routes cantonales ;
- b) plans d'alignement communaux hors routes cantonales.

<sup>2</sup>La sanction des plans d'alignement cantonaux et communaux confère à l'État ou à la commune le droit d'exproprier pour cause d'utilité publique tous les droits immobiliers que les tiers ont sur les terrains frappés par ce plan ; ils sont déclarés d'utilité publique.

Plans d'alignement  
cantonaux

**Art. 12** <sup>1</sup>Des plans d'alignement cantonaux sont nécessaires pour la réalisation des aménagements cyclables au-delà des alignements déjà existants.

<sup>2</sup>La procédure d'adoption des plans d'alignement cantonaux est définie par la législation cantonale sur l'aménagement du territoire.

<sup>3</sup>Si les aménagements cyclables s'exécutent à l'intérieur d'alignements existants, la procédure d'adoption des plans routiers de la législation en matière de routes et de voies publiques est applicable.

<sup>4</sup>La procédure de plan routier ne s'applique pas aux aménagements cyclables qui sont prévus par un plan d'alignement cantonal intégrant tous les éléments d'un plan routier au sens de la législation cantonale sur l'aménagement du territoire.

Plans  
d'alignement  
communaux

**Art. 13** <sup>1</sup>Des plans d'alignement communaux sont nécessaires pour la réalisation des aménagements cyclables au-delà des alignements déjà existants.

<sup>2</sup>La procédure prévue par la législation cantonale sur l'aménagement du territoire est applicable.

<sup>3</sup>Si les aménagements cyclables s'exécutent à l'intérieur d'alignements existants, la procédure de permis de construire prévue par la loi sur les constructions est applicable.

<sup>4</sup>La procédure de permis de construire ne s'applique pas aux aménagements cyclables qui sont prévus par un plan d'alignement communal intégrant tous les éléments d'un plan routier au sens de la législation cantonale sur l'aménagement du territoire

### *Section 3 : Révision des plans*

Révision des plans

**Art. 14** <sup>1</sup>Les plans directeurs cantonaux et communaux de mobilité cyclable sont réexaminés et adaptés au besoin, en général tous les dix ans.

<sup>2</sup>Les plans d'alignement cantonaux ou communaux sont révisés et adaptés en fonction des modifications apportées aux plans directeurs cantonaux et communaux ainsi qu'en fonction des révisions des plans d'aménagement communaux.

### *Section 4 : Effets des plans*

Force obligatoire **Art. 15** <sup>1</sup>Les plans directeurs de mobilité cyclable ont force obligatoire pour les autorités des différents niveaux.

<sup>2</sup>Les plans d'alignement ont force obligatoire pour les autorités des différents niveaux et les particuliers.

## CHAPITRE 3

### **Exécution**

Aménagements cyclables  
a) réalisation et entretien constructif

**Art. 16** <sup>1</sup>Les aménagements cyclables et l'entretien constructif pour les itinéraires utilitaires et de cyclotourisme prévus par le plan directeur cantonal de mobilité cyclable sur et le long des routes cantonales sont réalisés et financés par le canton.

<sup>2</sup>Les aménagements cyclables et l'entretien constructif pour les itinéraires utilitaires et de cyclotourisme prévus par le plan directeur cantonal de mobilité cyclable hors routes cantonales ainsi que pour tous les itinéraires prévus par le plan directeur communal de mobilité cyclable sont réalisés et financés par les communes.

<sup>3</sup>Le canton veille à la qualité et à la cohérence de l'ensemble du réseau cyclable prévu par le plan directeur cantonal de mobilité cyclable.

<sup>4</sup>Sauf impossibilités dûment motivées, les aménagements cyclables prévus par le plan directeur cantonal de mobilité cyclable doivent être réalisés au plus tard lors de la réalisation des travaux planifiés d'entretien constructif de la chaussée ou de nouvelles routes.

<sup>5</sup>Des subventions peuvent être accordées aux communes pour les aménagements cyclables et l'entretien constructif dont elles ont la charge dans les cas prévus à l'article 22 de la présente loi.

b) entretien courant

**Art. 17** <sup>1</sup>Sur route cantonale, hors localité, l'entretien courant des itinéraires utilitaires et de cyclotourisme, prévus par les plans directeurs cantonal et communaux de mobilité cyclable, est assuré par le canton à l'exclusion des pistes cyclables dont l'entretien est assuré par les communes pour tous les itinéraires précités.

<sup>2</sup>L'entretien courant de tous les autres itinéraires utilitaires et de cyclotourisme prévus par les plans directeurs cantonal et communaux de mobilité cyclable est assuré par les communes.

Signalisation

a) autorités compétentes

**Art. 18** <sup>1</sup>Les autorités compétentes pour ordonner le placement des signaux sont :

- a) le service désigné par le Conseil d'État sur routes cantonales pour tous les itinéraires utilitaires et de cyclotourisme ainsi que sur routes communales pour les itinéraires de cyclotourisme prévus par le plan directeur cantonal de mobilité cyclable ;
- b) le Conseil communal sur route communale pour tous les autres itinéraires utilitaires et de cyclotourisme.

<sup>2</sup>En cas de carence de la commune quant à la signalisation des itinéraires prévus par le plan directeur cantonal de mobilité cyclable, le département prend à sa place les dispositions commandées par les circonstances.

Signalisation  
b) frais

**Art. 19** La pose ainsi que les frais de pose et d'entretien des signaux incombent :

- a) au canton pour les itinéraires utilitaires prévus par le plan directeur cantonal de mobilité cyclable, sur routes cantonales hors localité ainsi que pour tous les itinéraires de cyclotourisme prévus par le plan directeur cantonal de mobilité cyclable ;
- b) à la commune dans tous les autres cas.

Signalisation  
c) obligations des  
propriétaires

**Art. 20** <sup>1</sup>Les propriétaires fonciers ont l'obligation de tolérer sur leurs biens-fonds les signaux indicateurs de mobilité cyclable.

<sup>2</sup>Les propriétaires sont consultés.

Exécution  
déléguée

**Art. 21** Le Conseil d'État et les Conseils communaux peuvent charger, d'entente avec elles, des organisations privées spécialisées dans la mobilité cyclable, la valorisation urbaine ou la promotion de la culture de la mobilité cyclable, de tâches de promotion de la mobilité cyclable en les indemnisant pour leurs prestations dans le cadre d'un accord de prestations.

Subventions

**Art. 22** <sup>1</sup>Le Conseil d'État peut accorder, à charge du budget, les subventions suivantes aux communes :

- a) jusqu'à 50% des frais de réalisation et d'entretien constructif des aménagements cyclables pour les itinéraires utilitaires figurant dans le plan directeur cantonal de mobilité cyclable ;
- b) jusqu'à 30% des frais de réalisation et d'entretien constructif des aménagements cyclables pour les itinéraires de cyclotourisme prévus par le plan directeur cantonal de mobilité cyclable ;
- c) jusqu'à 20% des frais de réalisation des aménagements cyclables pour les itinéraires utilitaires prévus par les plans directeurs communaux après leur approbation par le département ;
- d) jusqu'à 30% des frais de réalisation des aménagements liés au stationnement deux-roues aux abords des points et pôles d'intermodalité et de ceux liés à leur accessibilité selon le plan directeur cantonal de mobilité cyclable.

<sup>2</sup>La subvention maximale pour les aménagements cyclables peut être accordée si ceux-ci respectent tous les principes de conception et d'aménagement définis par le plan directeur cantonal de mobilité cyclable.

<sup>3</sup>Le Conseil d'État peut fixer d'autres critères pour le calcul des subventions.

Modification,  
suppression et  
remplacement  
des itinéraires

**Art. 23** <sup>1</sup>La suppression totale ou partielle d'un itinéraire de mobilité cyclable figurant au plan directeur cantonal de mobilité cyclable est soumise à l'approbation du département.

<sup>2</sup>Le département peut imposer le remplacement de l'itinéraire touché aux frais de l'auteur de l'atteinte.

<sup>3</sup>Il fait procéder à la modification des plans.

Recours

**Art. 24** <sup>1</sup>Les décisions des communes sont susceptibles d'un recours au Conseil d'État puis au Tribunal cantonal.

<sup>2</sup>Les décisions du Conseil d'État sont susceptibles d'un recours au Tribunal cantonal.

<sup>3</sup>Lorsque la décision a été rendue après une mise à l'enquête publique, les tiers ne sont admis à recourir que s'ils ont fait opposition pendant le délai d'enquête.

## CHAPITRE 4

### Dispositions finales

Entrée en vigueur **Art. 25** <sup>1</sup>La présente loi est soumise au référendum facultatif.

<sup>2</sup>Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

<sup>3</sup>Il fixe la date de son entrée en vigueur.

Neuchâtel, le 26 septembre 2017

Au nom du Grand Conseil :

*Le président,      La secrétaire générale,*

J.-P. WETTSTEIN   J. PUG

---

## Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 5 millions de francs pour la réalisation d'itinéraires cyclables

*Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,*

vu l'article 57 de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst.NE), du 24 septembre 2000 ;

sur la proposition du Conseil d'État, du 8 mars 2017,

*décède :*

**Article premier** Un crédit d'engagement de 5 millions de francs est accordé au Conseil d'État pour la réalisation des itinéraires cyclables.

**Art. 2** Le Conseil d'État est autorisé à se procurer, éventuellement par la voie de l'emprunt, les moyens nécessaires à l'exécution du présent décret.

**Art. 3** Les travaux entrepris en application du présent décret sont déclarés d'utilité publique. Le Conseil d'État reçoit tous les pouvoirs pour acquérir, à l'amiable ou par voie d'expropriation, les immeubles qui pourraient être nécessaires à l'exécution des travaux.

**Art. 4** En cas d'expropriation, il sera fait application de la loi cantonale sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, du 26 janvier 1987.

**Art. 5** Les détails d'exécution des travaux sont confiés au soin du Conseil d'État. Le rapport de gestion du Département du développement territorial et de l'environnement donnera chaque année toutes les indications utiles sur l'avancement des études, sur les dépenses engagées et sur leur financement.

**Art. 6** Le crédit d'engagement sera amorti conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'État et des communes (LFinEC), du 24 juin 2014.

**Art. 7** <sup>1</sup>Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

<sup>2</sup>Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 26 septembre 2017

Au nom du Grand Conseil :

*Le président, La secrétaire générale,*

J.-P. WETTSTEIN J. PUG

---

## **Loi portant sur la base de données des établissements, entreprises et entités du canton de Neuchâtel (LBDEEE)**

*Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,*

sur la proposition du Conseil d'État, du 20 février 2017,

*décrète :*

**Buts** **Article premier** <sup>1</sup>Est instaurée une base de données des établissements, entreprises et entités exerçant des activités dans le canton de Neuchâtel ou ayant des relations économiques, administratives ou fiscales avec lui (ci-après : BDEEE).

<sup>2</sup>La BDEEE a pour but de mettre à disposition des entités publiques et parapubliques des informations unifiées et actuelles au sujet des établissements, entreprises et entités susmentionnées.

<sup>3</sup>Elle a également pour but d'assurer la mise à jour des données mentionnées à l'article 2, alinéa 1 de la présente loi.

**Contenu**

1. Données du REE

**Art. 2** <sup>1</sup>La BDEEE contient des données provenant du Registre fédéral des entreprises et des établissements (REE), mentionnées à l'article 3, alinéas 2 et 3 de l'Ordonnance fédérale sur le registre des établissements et entreprises (OREE), du